

Gam A. Shimray

Compte tenu de l'impact des politiques du gouvernement central ou des enjeux politiques des pays de la région Nord-Est dans son ensemble, les luttes des populations Naga pour l'auto-détermination ont pris une signification particulière et ont ainsi été régulièrement relatées dans l'"*Indigenous World*".¹

Les Nagas représentent une population autochtone transnationale d'environ 4 millions d'habitants, vivant dans les régions du Nord-Est de l'Inde et Nord-Ouest de la Birmanie. Ils comprennent plus de 50 tribus différentes. Comme d'autres peuples autochtones, tels que les Mizo, les Naga sont répartis entre les 2 pays, suite au transfert colonial de pouvoir de la Grande Bretagne à l'Inde en 1947.

Nagalim est le nom forgé pour désigner la terre des Naga qui dépasse les frontières actuelles des Etats. C'est un nom qui exprime leur affirmation d'eux-mêmes, leur identité politique et leurs aspirations en tant que nation.

La lutte du peuple Naga pour le droit à l'autodétermination remonte à l'époque du transfert de pouvoir colonial quand l'Etat indien nouvellement formé cherchait à écraser la déclaration d'indépendance du peuple Naga, au moyen d'une répression violente et d'une militarisation lourde des territoires Naga. Le conflit armé entre l'Etat indien et les forces d'opposition armée Naga a débuté dans les années 1950. C'est un des plus longs conflits armés en Asie.

En 1997, le gouvernement indien et le plus important des groupes armés, la faction Isaac-Muivah du Conseil National Socialiste du Nagaland (NSCN-IM), se sont mis d'accord sur un cessez-le-feu, et depuis lors ils ont tenu des pourparlers réguliers de paix. En grande partie du fait de la tactique de l'Inde : "diviser pour mieux régner", le mouvement armé s'est scindé en différentes factions qui se combattent entre elles.

En 2010, un processus de réconciliation s'est engagé entre les principales factions armées. Il a été facilité par le Forum pour la Réconciliation des Nagas (Forum for Naga Reconciliation -FNR). En dépit de la signature en 2014 d'un accord ("Lenten Agreement") entre les groupes armés, une pleine réconciliation n'est pas réalisée, chaque groupe continuant à revendiquer de représenter à lui seul, l'entière nation Naga.



Accord de paix avec le NSCN-IM

Après plus de 80 rencontres et échanges politiques entre le Gouvernement de l'Inde (Gol) et le NSCN-IM au cours des 18 dernières années, les pourparlers de paix semblent s'être ralentis et le public semble avoir perdu confiance dans les négociations politiques.

En outre, sans un programme continu destiné à aider les organisations de résistance à réintégrer la vie civile et avec une demande plus faible de militants actifs, ils sont en danger de perdre le contrôle sur leurs cadres. La société civile Naga s'est aussi affaiblie en raison des différences internes de plus en plus grandes entre eux.

Finalement, le 3 août 2015, le Gouvernement Indien et le NSCM-IM ont signé le cadre d'un accord de paix (désormais appelé l'"Accord"- "The Agreement"). Cela a constitué une surprise pour la population Naga qui a reçu cet accord avec des sentiments mitigés, principalement parce qu'il contenait beaucoup de points non révélés.

Tandis que quelques-uns exprimaient de l'espoir, d'autres exprimaient du scepticisme et certains leur complète opposition. D'autres organisations de résistance, incluant le NSCN-K (faction du Khaplang) et le NNC (Conseil National Naga) ont fortement remis en question la légitimité de cet "Accord" et condamné le voile de secret qui entourait son contenu. Différentes organisations de la société civile (CSOs), incluant quelques assemblées tribales, ont exprimé des réserves semblables.

Étant donné que le contenu du cadre de l'accord n'a pas été rendu public à l'heure actuelle, la portée de ce cadre et des opportunités qu'il pourrait offrir n'a pas encore été examinée et évaluée.

Société civile Naga et processus de paix

Au fil des ans, les leaders du NSCM-IM ont eu de nombreuses consultations avec les CSOs. Cependant, ces rencontres étaient d'une portée restreinte car il manquait un espace pour un partage plus ouvert. Ceci est une raison clé de la désaffection de la population pour le processus de paix. Il en résulte un ressentiment largement partagé et une frustration. Aussi l'accord n'a-t-il pas déclenché l'enthousiasme populaire espéré par le NSCM-IM. Toutefois, note positive, le NSCM-IM a fait pression sur les CSOs pour qu'il aille de l'avant dans le processus de paix. L'enjeu est de revitaliser les CSOs Naga de façon à ce qu'elles soient capable de jouer un rôle significatif et actif.

Épuisés par des décennies d'intimidation, d'arrestations et de détentions arbitraires, de violences sexuelles, d'exécutions sommaires, de destructions intentionnelles des villages et des champs, les gens ordinaires sont très désireux de voir la fin de ce conflit armé. Toutefois, le sentiment d'éloignement du processus de paix et la résistance des organisations en compétition pour représenter la nation entière Naga, de façon exclusive, continuent à semer le doute sur la perspective d'une paix significative.

Il y a aussi deux questions cruciales, soulevées par les CSOs Naga et les observateurs extérieurs, qui concernent la sincérité de l'engagement indien dans des pourparlers de paix. La première concerne l'affaire Anthony Ningkhan Shimray, le chef des Affaires étrangères du NSCN-IM. Il a été accusé et mis en prison par le gouvernement de l'Inde au motif d'achat d'armement pour son organisation. La question qui est posée est de savoir s'il est en prison pour des activités où il était impliqué, pour un prétendu trafic d'armes, avant ou après un cessez-le-feu qui apparemment n'a jamais eu lieu.²

Ceci est à la fois une aide et un obstacle pour la recherche d'une solution politique durable. Sa détention actuelle par le gouvernement de l'Inde est encore plus contestable à la lumière du fait qu'il a suivi les ordres de ces mêmes leaders du NSCN-IM, avec lesquels le gouvernement a signé l'accord cadre de paix.

De façon similaire des questions sont soulevées par l'exil forcé, décidé par le gouvernement indien, de deux éminents militants pour la paix, membres du Mouvement pour les Droits de l'Homme pour les Peuples Naga (Naga Peoples Movement for Human Rights - NPMHR), Mr. Luingam Luithui et Mme Peingamla Luithui, depuis 1995, sans que l'on indique des raisons substantielles. L'affaire a été portée devant la justice par leurs familles, puisqu'en vertu de l'article 9 de la Constitution de l'Inde et de l'Acte de Citoyenneté de 1955, ils n'ont pas perdu ou renoncé à cette citoyenneté. La confiscation de leurs passeports et le refus de leur en délivrer

un autre est clairement un abus manifeste de pouvoir du gouvernement. Cette affaire est actuellement entendue devant la Haute Cour de Delhi.

Evolutions à l'Est du Nagalim (Myanmar)

Dans la partie Est du territoire Naga, qui fait partie de la Birmanie (Burma/Myanmar), le processus de paix n'a pas fait beaucoup de progrès en 2015. Le Conseil National Socialiste du Nagaland (NSCN-K) a signé un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement en avril 2012 et ouvert un bureau de liaison à Khamti, Division de Sagain, dans le but de faciliter les pourparlers. Cependant le NSCN-K n'a signé aucun accord avec le Gouvernement de l'Union, bien qu'il soit d'accord pour poursuivre des discussions sur la paix, la stabilité, le développement de la région Naga et qu'il ait participé en tant qu'observateur aux rencontres du Groupe de Travail sur l'Union et la paix (Union Peace Working Committee - UPWC). Le NSCN-K ne fait pas partie du Conseil Fédéral des Nationalités Unies (United Nationalities Federal Council - UNFC) dont la principale demande est une constitution fédérale. Il n'a pas mis en avant ses conditions pour devenir partie prenante des négociations, mais il a demandé un développement économique et social pour cette zone.³

Les CSOs Naga, en général, ont bien accueilli l'initiative de cessez-le-feu et ont posé la question des droits à la terre comme l'un des points clés. Le développement le plus récent pour la société civile Naga au Burma/ Myanmar consiste en la formation de Conseil des Affaires Naga (CNA), comme résultat de la grande Conférence des Nations Naga tenue à Khamti entre le 27 et le 30 novembre 2014. Ce CNA a été formé dans le but de construire une compréhension commune sur les développements politiques et l'unité parmi les Naga, tout en promouvant la paix et la réconciliation, en mobilisant les ressources et la capacité à construire, en contrôlant les activités du gouvernement, des ONG et des sociétés, etc.

Le CNA comprend 49 membres exécutifs représentant des secteurs variés de la société Naga: les représentants de 19 municipalités, trois partis politiques d'Etat, des experts, des représentants de la société d'affaires, d'organisations religieuses, d'étudiants, de jeunes et de femmes.

Structurellement le CNA a un comité de travail et un Conseil d'administrateurs avec 8 sections. La première réunion de l'exécutif du CNA a eu lieu le 8 et 9 janvier 2015. Il a réaffirmé son engagement à favoriser la reconnaissance des droits des Naga, en intégrant la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (UNDRIP), en vue de d'accroître leur prise de conscience, leurs capacités à agir et à plaider leur cause. □

Notes and references

1 - There are and have been numerous other indigenous peoples' movements for self-determination in north-east India, such as that of the Bodos in Assam or that of the Mizos in the 1960s. In the case of the latter, a permanent solution was found with the creation of Mizoram state. This is not the case with respect to the creation of Nagaland state. The number and diversity of the various movements are too high to be covered in this brief report. Thus the focus has been on the largest and politically and militarily most important movement, that of the Nagas.

2 - <http://www.catchnews.com/india-news/naga-peace-talks-a-thai-gun-runner-and-the-curious-case-of-anthony-shimray-1449688688.html>

3 - See <http://www.mmpeacemonitor.org/peace-process/peace-process-overview>

***Gam A. Shimray**, est membre du Mouvement Naga pour les Droits de l'Homme (Naga Peoples Movement for Human Rights) et il travaille actuellement avec la Fondation des Peuples Autochtones pour l'Éducation et l'Environnement (IPF) basée à Chiang Mai, en Thaïlande.*

*Source: IWGIA, The Indigenous World 2016
traduction pour le GITPA par **Catherine et Henri Amblard**,
membres du réseau des experts du GITPA*